

0 N°00110 /AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
/AONO/MINEE/CIPM/2025 du 4 AOUT 2025

**POUR LA CONSTRUCTION D'UN RESERVOIR SURELEVE A 13.5M/SOL ET DE C.U=150m3 Y
COMPRIS LE RESEAU D'ADDUCTION, DANS LA VILLE D'AKONO, DEPARTEMENT DE LA MEFOU
ET AKONO, REGION DU CENTRE.PHASE I (EN PROCEDURE D'URGENCE).**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget d'Investissement Public (BIP) Exercice 2025, le Ministre de l'Eau et de l'Energie lance un Appel d'Offres National Ouvert pour les travaux de **construction d'un réservoir surélevé a 13.5m/sol et de 150m³ y compris le réseau d'adduction, dans la ville d'Akono, Département de la Mefou et Akono, Région du Centre. Phase I (en procédure d'urgence).**

2. Consistance des travaux

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, comprennent :

- ✓ Etudes/installation de chantier/implantation du réservoir ;
- ✓ Travaux de génie-civil ;
- ✓ Fournitures ;
- ✓ Périmètre de sécurité du réservoir ;
- ✓ Réseau d'adduction de la station de production vers réservoir ;
- ✓ Prestations diverses ;
- ✓ Etudes et contrôle du concessionnaire.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres se feront en un lot unique :

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel en FCFA à l'issue de l'étude préalable est de **cent vingt millions (120 000 000) FCFA**

5. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de cinq (05) mois.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans le domaine de l'hydraulique, de la construction des adductions d'eau potable et ayant réalisé des opérations similaires.

7. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres, seront financés par le Budget du d'investissement Public (BIP), Exercice 2025.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission valable

ML

pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres, établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère des Finances et dont la liste figure dans le DAO (Pièce N°12). Le montant de cette caution de soumission est de **Un million deux cent mille (1 200 000) francs CFA**.

L'absence du cautionnement provisoire conforme au modèle joint dans le Dossier d'Appel d'Offres entraîne à l'ouverture des plis, la non-recevabilité de l'offre.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de L'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marché Publics, 3eme étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenu au Ministère de L'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marché Publics, 3^{eme} étage de la Tour Immeuble Ministériel N° 1 porte N° 03T12 12, B.P. 70 Yaoundé, Tel (237) 222 22 83 13, dès publication du présent Avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de **cent mille (100 000) F CFA**. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission. Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en indiquant leur adresse complète. (B.P., Fax, Téléphone, etc.).

12. Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO- LEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le **14 SEP 2025** à **[14 heures]**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible

« copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et consti-

tuant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire

.B : L'Original physique de la caution de soumission et la quittance d'achat des frais

de frais de DAO devront parvenir dans les mêmes délais sous pli scellé au service des Marchés Publics (Bureau des Appels d'Offres) MINEE.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 06 SEPT 2025 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de _____ sise à _____. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis, timbrée aux tarifs en vigueur, acquittée à la main et assorti d'un récépissé de consignation délivrée par la CDEC ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après un délai de 48 heures ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon et défaillance dans l'exécution d'un marché public antérieur au cours des trois dernières années (dans l'Offre technique) ;
- Absence d'une capacité financière d'un montant de vingt-quatre millions (24 000 000) Francs CFA ;
- note technique inférieure à 75% de oui ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés assortis de la mention « lu et approuvé ».

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

- présentation de l'Offre
- références de l'entreprise ;
- matériel de chantier à mobiliser ;
- personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- méthodologie ;
- Plan QHSE ;
- Visite de site.

16. Attribution

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie attribuera le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disant et jugée conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant [90 jours] à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

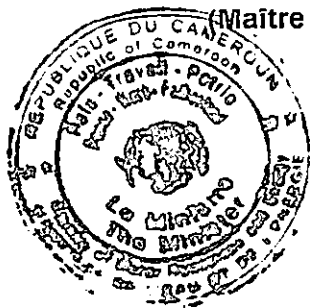
Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau, sise à Mvog Ada BP : 70 Yaoundé ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaoundé le 14 AOUT 2024

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie,
(Maître d'Ouvrage)



Gaston Essomba
Gaston Essomba

Ampliatiions :

- MINMAP (pour information)
- ARMP (pour information)
- CIPM/MINEE (pour information)
- MINEE/DMRE
- DAG-SMP
- CHRONO
- ARCHIVES

NATIONAL OPEN CALL FOR TENDER

No. 0000110 /AONO/MINEE/CIPM/2025 of 14 AOUT 2025

FOR THE CONSTRUCTION OF A 13.5m-high (ground-level) RESERVOIR WITH A CU = 150m³, INCLUDING THE SUPPLY NETWORK, IN THE CITY OF AKONO, MEFOU AND AKONO DEPARTMENT, CENTRAL REGION. PHASE I (UNDER EMERGENCY PROCEDURE).

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of the Public Investment Budget (PIB) for the 2025 fiscal year, the Minister of Water and Energy is issuing a National Open Call for Tenders for the construction of a 13.5m elevated reservoir with a capacity of 150m³, including the water supply network, in the town of Akono, in the Mefou and Akono Department, in the Centre Region. Phase I (under emergency procedure).

2. Scope of Work

The works covered by this Call for Tenders include:

- Studies/site installation/reservoir installation;
- Civil engineering works;
- Supplies;
- Reservoir safety perimeter;
- Water supply network from the production station to the reservoir;
- Miscellaneous services;
- Studies and control of the dealer.

3. Phases/Lotting

The work covered by this Call for Tenders will be carried out in a single lot:

4. Estimated Cost

The estimated cost in CFA francs following the preliminary study is one hundred and twenty million (120,000,000) CFA francs.

5. Completion Time

The maximum completion time set by the Project Owner for the completion of the work is five (5) months.

6. Participation and Origin

Participation in this Call for Tenders is open to companies incorporated under Cameroonian law with proven experience in the field of hydraulics and the construction of drinking water supply systems, and having carried out similar projects.

7. Financing

The work covered by this Call for Tenders will be financed by the Public Investment Budget (PIB) for the 2025 fiscal year.

8. Submission Method

The submission method used for this consultation is exclusively online.

9. Bid Security

Each bidder must attach to their administrative documents a bid security valid for thirty (30) days beyond the bid validity deadline, established by a first-rate bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance and listed in the DAO (Exhibit No. 14). The amount of this bid security is **One million two hundred thousand (1,200,000) CFA francs**.

The absence of the provisional security conforming to the model attached to the Tender Documents will result in the inadmissibility of the bid upon opening the bids.

The provisional security will be automatically released no later than 30 days after the expiration of the bid validity for unsuccessful bidders. In the event that the bidder is awarded the contract, the provisional security will be released after the definitive security has been provided. The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The Tender Documents may be consulted during business hours at the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, Door No. 03T12 12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel. (237) 222 22 83 13, upon publication of this Notice. It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the ARMP website (www.armp.cm), or via any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

11. Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents (TDF) may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the Ministerial Building Tower No. 1, Door No. 03T12 12, P.O. Box 70 Yaoundé, Tel. (237) 222 22 83 13, upon publication of this Notice, upon presentation of a receipt for payment to the Public Treasury of a non-refundable sum of **one hundred thousand (100,000) CFA francs**. A copy of the receipt for this payment will be attached to the tender documents. When collecting the TDF, bidders must register, providing their full address (P.O. Box, Fax, Telephone, etc.).

12. Submission of Bids

For online submission, the bid must be submitted by the bidder via the CO-LEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the project owner no later than **6 SEPT 2025** at [2:00 PM]. A backup copy of the bid saved on a USB flash drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy," in addition to the above statement, within the specified timeframe.

File Size and Format

For online submission, the maximum file sizes for documents submitted via the platform and constituting the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images. The candidate will ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.] Order setting the DAO purchase costs

13. Admissibility of Bids

The administrative documents, the technical bid, and the financial bid must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be inadmissible by the Project Owner:

- Bids bearing the bidder's identity;
- Bids received after the submission deadlines;
- Bids that do not comply with the submission method.
- Bids without indicating the identity of the Call for Tenders;

Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the templates for the tender documents, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the relevant consultation is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14. Bid Opening

The bid opening will be conducted in one session and will take place on 16 SEPT 2025 at 3:00 p.m. by the Contracting Authority's Procurement Committee in room _____ located at _____. Only bidders may attend this opening session or be represented by a single duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture. Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in original form or in copies certified by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Call for Tenders notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file during the opening of the bids, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Elimination Criteria

These include:

- Absence or non-compliance of the bid bond at the time of bid opening, stamped at the current rates, paid by hand, and accompanied by a deposit receipt issued by the CDEC;
- Absence or non-compliance of an administrative document after a 48-hour period;
- False declaration or falsified documents;
- Absence of a sworn statement of non-abandonment and failure to perform a previous public contract within the last three years (in the Technical Bid);
- Absence of financial capacity in the amount of twenty-four million (24,000,000) CFA francs;
- Technical score below 75% yes; ☐ the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of an element of the Financial Offer (the bid, the BPU, the DQE);
- the absence of the dated and signed Integrity Charter;
- the absence of the dated and signed declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialed on each page and signed with the words "read and approved".

15.2. Essential Criteria

The evaluation of technical offers will be conducted using the binary system (yes/no) based on the essential qualification criteria below:

- Presentation of the Offer
- Company references;
- Site equipment to be mobilized;
- Company management personnel;
- Methodology;
- QHSE Plan;
- Site visit.

16. Award
The Minister of Water and Energy will award the Contract to the bidder whose bid is evaluated as the lowest and deemed compliant with the Tender Documents.

17. Validity of Bids

Bidders remain bound by their bid for [90 days] from the initial deadline set for submission of bids.

18. Additional Information

Additional information may be obtained during business hours from the Water Resources Mobilization Directorate, located at Mvog Ada, PO Box 70, Yaoundé, or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or by any other electronic means of communication indicated by the Contracting Authority.

19. Fight against corruption and malpractices

To report any practices, facts, or acts of corruption or malpractices, please call or text MINMAP at the following numbers: 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

Yaounde, on 14 AOUT 2025

The Minister of Water and Energy
(Contracting Authority)

Copies:

- MINMAP (for publication)
- ARMP
- DAG-SMP
- DMRE
- CIPM (for information)
- Display chrono



Elboudou Essomba Gaston